

2^{ème} journée d'études Mobilité
Mobilités spatiales, mobilités professionnelles et inégalités d'accès à l'emploi
17 janvier 2017
Université Paris-Ouest Nanterre La Défense
Proposition de communication

« *Expérimenter dans le champ de la mobilité des jeunes en difficulté d'insertion : enseignements de 4 monographies associatives* »

Auteur.e.s

Nasiha Aboubeker, doctorante en anthropologie,
Anthony Billaud*, socio-économiste,
Melaine Cervera, socio-économiste,
Karen Jeuland, formatrice indépendante,
Renaud Hourcade, chercheur en sciences politiques.

Rattachement institutionnel : APEX, Association de Promotion des Expérimentations Sociales¹

*Correspondant : anthonybillaud@yahoo.fr

Axe 1 : Modes de recherche/d'obtention des emplois et mobilités spatiales
Ou Axe 5 : Mobilités et justice sociale

Cette recherche collective et pluridisciplinaire s'inscrit dans le cadre d'une expérimentation nationale financée et soutenue par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse (FEJ) sur la mobilité des jeunes et l'accompagnement vers l'emploi. 16 expériences innovantes, en majorité associatives, portent, en réseau, des dispositifs d'aides à la mobilité dans le cadre de l'accompagnement vers l'emploi qu'elles dispensent à des jeunes fragilisés. Cette recherche évaluative se pose la question des apports et des caractéristiques socioéconomiques de ces initiatives vis à vis de la question des mobilités spatiales des jeunes et de leurs impacts sur l'amélioration de l'accès des jeunes à l'emploi et à la formation qualifiante.

Les difficultés d'insertion des publics fragilisés, en particulier celles des jeunes, ont été identifiées comme relevant de frein à la mobilité par des travaux critiques récents en sociologie du travail et de la jeunesse (Lima, 2015), en sociologie des politiques publiques et des transports (Le Breton, 2005), couplés à des approches issue de la géographie sociale de territoires (Orfeuill, 2004). D'un autre côté, les acteurs produisent ces dernières années un certain nombre de guides de bonnes pratiques en faveur de l'accentuation des pratiques d'accompagnement sur la mobilité (Faberon, 2015) par les acteurs associatifs de l'accompagnement vers l'emploi. Enfin, des approches institutionnalistes en économie conduisent à s'interroger sur les caractéristiques de la relation d'accompagnement instituée dans un contexte d'accompagnement vers l'emploi (Cervera, Defalvard, 2009 ; Eymard-Duvernay, 2012) quand les besoins de mobilité sont mis en lumière. C'est dans ce contexte borné par des études mettant en avant l'accès à l'emploi comme une priorité et un besoin social revendiqués, et une thématique émergente, celle de la mobilité comme remède au fléau du chômage des jeunes, que cette recherche se situe.

¹ Association coopérative de recherche, de formation-action et de recherche-action impliquée dans les domaines sociaux, socioéconomiques et de coopération internationale, rassemblant chercheurs en sciences sociales, formateurs et travailleurs sociaux. Web : apex-recherche.org

Quatre expériences associatives ayant cette mission d'aide à la mobilité ont fait l'objet d'une recherche qualitative approfondie concernant les ingrédients de cet accompagnement et sa réception par le public jeune. Inscrites sur différents territoires, (Finistère, Seine-Saint-Denis, Indre-et-Loire, Gers/Hautes-Pyrénées), l'analyse de ces associations et des dispositifs mis en place donne à voir l'inscription de l'action dans des galaxies partenariales composées des missions locales, d'auto-écoles sociales ou encore d'autres acteurs privés de sensibilisation à la mobilité verte ou à l'échanges de services autour, par exemple, de garage solidaire. Qu'ils s'agissent d'associations intégrées à des ensembliers historiques du secteur social et médico-social, de plate formes mobilité intégrées en réseau, de location de scooter à bas coût couplé à des opérations de formation au permis AM, de sensibilisation à la sécurité routière, ces expériences produisent des accompagnements singuliers en ce qu'elles couplent à la fois exigence du retour à l'emploi ou de l'accès à la formation et volonté de simplification de la mobilité. La polarisation de l'accompagnement individuel ou collectif sur ces axes est d'autre part accentuée par l'insertion de ces initiatives dans des réseaux nationaux, tels la FARE (Fédération des Associations de la Route pour l'Education) ou Wimoov.

En termes de méthode, la recherche a suivi une démarche qualitative. Ses résultats reposent sur l'analyse de contenu de 75 entretiens semi-directifs compréhensifs et des observations menées sur le terrain, ainsi qu'une collecte de documentations sur les structures d'accompagnement. Pour chaque expérience associative, 15 entretiens ont été menés, dont 10 avec les bénéficiaires, 3 avec les partenaires de l'expérimentation (mission locale, autres associations ou centres de formation), 2 avec les accompagnants ou encadrants des jeunes (conseillers- mobilité, pour la plupart). Ces corpus composent 4 monographies associatives. Parallèlement, 15 entretiens auprès de porteurs de projets de 15 expérimentations se sont ajoutés à ces corpus. Le terrain s'est déroulé de décembre 2015 à mai 2016 et a donné lieu à un rapport de recherche.

Cette étude montre que ces innovations institutionnelles et sociales (Klein, Laville, Moulaert, 2014), remises dans leurs contextes territoriaux, produisent cinq types de résultats :

- 1- Elles prennent en compte la spécificité du public face aux freins psychosociaux et freins cognitifs à la mobilité évalués, en s'appuyant sur des outils techniques standardisés comme le diagnostic mobilité, mais se heurtent à une temporalité des parcours trop courte (engagements réciproques entre accompagnants et accompagnés) liée à des financements des dispositifs sur projet.
- 2- Elles permettent de mettre en lumière la mobilité comme possibilité d'un ré-accrochage pour les jeunes « sortis des radars » et devenus invisibles socialement alors qu'elle semble, du point de vue des publics interrogés, dérisoire au regard du degré de précarité ou de vulnérabilité qu'ils connaissent.
- 3- L'analyse montre que la teneur de leur partenariat et de leur ancrage territorial, notamment leurs liens avec le service public de l'emploi, dépendent de spécificités organisationnelles et de la nature des services d'accompagnement. Des partenariats faibles produisent des effets mitigés par rapport aux résultats de l'accompagnement escomptés. De même, l'accompagnement à la mobilité demande à mieux articuler l'accompagnement individuel à l'accompagnement collectif.
- 4- Elles réactualisent les démarches de « l'aller vers » du travail social par la possibilité de délocaliser les dispositifs d'accompagnement en favorisant une logique d'intervention en situation là où se situent les publics sur les territoires désertifiés ou les quartiers denses et enclavés.

- 5- Elles démontrent la valeur ajoutée de la promotion des mobilités vertes et de l'articulation avec les initiatives territoriales solidaires dans la construction de l'accompagnement, même si ces partenariats peuvent souffrir d'un manque de soutiens politiques locaux et d'une participation contrastée des publics accompagnés.

Enfin, l'étude conclut qu'à travers ces initiatives, l'enjeu central demeure la co-construction de politiques locales de mobilité pour le retour à l'emploi. Cette co-construction de l'action publique est permise par l'émulation associative engendrée par ces expérimentations sociales. Des innovations institutionnelles associant les acteurs associatifs de terrain et le soutien des acteurs publics locaux peuvent impulser la résolution progressive de situations de vulnérabilité et de précarité sociales rencontrées par la jeunesse, en proie aux difficultés d'une société en crise. Encore faut-il qu'elles s'en donnent les moyens.

Références citées

CERVERA M., DEFALVARD H. (2009), « Accompagnement dans et vers l'emploi : profits et pertes dans les Structures d'Insertion par l'Activité Économique », *Travail et emploi*, n°119, juillet-septembre, p. 51-62.

EYMARD-DUVERNAY F. (dir.) (2012), *Epreuves d'évaluation et chômage*, Toulouse, Octarès.

FABERON F. (dir.) (2015), *Publics en insertion et mobilité. Droit et pratiques*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille.

KLEIN J.-L., LAVILLE J.-L., MOULAERT F. (dir.), 2014, *L'innovation sociale*, Toulouse, Érès.

LEBRETON É. (2005), *Bouger pour s'en sortir. Mobilité quotidienne et intégration sociale*, Paris, Armand Colin, col. « Sociétales ».

LIMA Léa (2015), *Pauvres Jeunes. Enquête au cœur de la politique sociale de jeunesse*, Paris, Champ social.

ORFEUIL J.-P. (dir.), 2004, *Mobilité, pauvretés, exclusions. Pouvoir bouger pour s'en sortir*, Paris, éd. de l'Aube.